



TERMES DE REFERENCE

Mise à jour de l'étude de base en intégrant Yélimané, Diéma et Nioro

*Projet d'Engagement Local pour garantir des Initiatives de Résilience à
l'Extrémisme violent (ELIRE)*

*Mis en œuvre par Think Peace en partenariat avec le Secrétariat Permanent de la
prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme au Mali*

Sur financement de l'ONU FEMME

Mai 2024

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La crise multidimensionnelle que traverse le Mali depuis 2012 ne cesse de connaître des évolutions. A présent, le contexte sécuritaire dans le nord et le centre du Mali demeure très critique avec des infiltrations au sud du pays. Les différentes attaques terroristes à l'encontre de la population continuent de se proliférer. Le Mali étant un pays laïc où la liberté de culte est consacrée par la loi fondamentale avec un taux de plus de 90% de musulmans, les différentes attaques ont mis au-devant de la scène des groupes armés se réclamant faire le « jihad ». Cela étonne beaucoup de citoyens et relance le débat sur la place de l'islam dans la société et la vie politique malienne. Même si le constat montre que les responsables religieux sont de puissants groupes de pression, il n'en demeure pas qu'il y a une crainte renforcée par l'amalgame facile mais erroné entre politisation des responsables musulmans et expansion des groupes armés au Nord, autrement dit entre influence du religieux et violence.

De ce fait, l'Etat est confronté à des besoins de régularisation de la sphère religieuse, socio-culturelle, politique et surtout l'appropriation de la politique nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme par les acteurs locaux de la société civile jeunes et femmes et l'inquiétude d'avoir comme conséquence des effets contre-productifs.

De plus, il est important de noter que les facteurs conduisant à l'instabilité des communautés et à l'extrémisme violent dans les localités sont nombreux et complexes qui peuvent se regrouper en trois grands facteurs : socioéconomiques (par exemple le chômage / la pauvreté généralisé, le manque d'opportunités économiques, les conflits communautaires à cause de la gestion des ressources naturelles), politiques (par exemple le besoin de gouvernance et le lien Etat-communauté, le lien entre la police/l'armée et les cibles, la communauté qui ne se sent pas en sécurité) et culturels (par exemple la religion et les idées religieuses contribuent à l'extrémisme violent).

Face à cette situation, l'Etat du Mali a élaboré une Politique Nationale de Prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le Terrorisme au Mali afin de circonscrire ces phénomènes. Après la création d'un Ministère des Affaires Religieuses, du Culte et des Coutumes et d'une Direction Nationale des Affaires Religieuses, il a été mis en place un Secrétariat Permanent afin de piloter la mise en œuvre de la Politique Nationale.

Ainsi, dans le but d'accompagner et de soutenir les efforts du Gouvernement dans le cadre de la mise en œuvre de cette Politique Nationale, sous l'égide du Secrétariat Permanent de Prévention et de lutte contre l'Extrémisme violent et le Terrorisme au Mali, il est initié le présent projet d'Engagement Local pour garantir des Initiatives de Résilience à l'Extrémisme violent (ELIRE). Innovant dans son approche, ce projet a pour but de renforcer les capacités et le rôle des femmes et des jeunes ; renforcer les organisations locales et réseaux d'organisations de femmes et de jeunes dans la prévention de l'extrémisme violent et leur appui pour contrer les discours radicaux diffusés.

Il ressort lors d'une enquête¹ que les sources d'informations les plus utilisées sont les réseaux sociaux, la radio, les membres du ménage et la télévision. Ainsi, le projet ELIRE compte utiliser ces canaux pour toucher le maximum de membres de la communauté.

Mis en œuvre par Think Peace en partenariat avec le Secrétariat Permanent de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme au Mali, sur financement de l'ONU FEMME, le projet ELIRE sera, mis en œuvre dans six (6) localités qui sont : les cercles de **Koutiala, Yorosso, Nioro, Diéma, Yélimané** et **Nara**.

Pour un projet aussi important, il est crucial d'avoir un état des lieux. Pour ce faire, il sera procédé au recrutement d'un cabinet / équipe de consultant, ayant une expertise dans ce sens, afin de réaliser cette étude de la base de référence. Cependant, il faut rappeler que ladite étude avait été menée dans les localités de Bla, Nara, Ségou, Koutiala et Yorosso ; dans ces conditions, il s'agit de faire une mise à jour de l'étude de base, en intégrant Yélimané, Diéma et Nioro pour faire l'état dans les communautés afin de servir de base de référence avant le démarrage du projet (l'étude se déroulera dans six (6) localités à savoir : **Koutiala, Yorosso, Nioro, Diéma, Yélimané** et **Nara avec focus sur Nioro, Diéma et Yélimané**).

Les présents termes de référence donnent les principales directives qui guideront la conduite de l'étude de base du projet.

2. OBJECTIF GLOBAL

Il s'agit de faire une mise à jour de l'étude de base, en intégrant Yélimané, Diéma et Nioro pour faire l'état dans les communautés afin de servir de base de référence avant le démarrage du projet.

3. OBJECTIFS SPECIFIQUES

De façon spécifique, il s'agit de :

- Comprendre les facteurs liés à la vulnérabilité et à la résilience dans les zones d'intervention avec un niveau de désagrégation par sexe, tranche d'âge et par localité ;
- Faire un état des lieux des indicateurs clés de résultats du projet ayant besoin d'être informés par l'étude de base (cf. cadre de résultats du projet : « Nombre d'acteurs religieux influents clés et engagés dans les actes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent ») ;
- Recenser les stations radios, écoles, médersas, enseignants et prêcheurs ;
- Fournir la liste exhaustive des acteurs religieux dans les localités concernées par l'étude ;
- Faire des recommandations pour l'amélioration de la mise en œuvre du projet.

4. RÉSULTATS ATTENDUS

Au terme de l'étude de base :

- Le contexte de la vulnérabilité et résilience des hommes, femmes, jeunes et adultes est compris dans les zones d'intervention du projet.
- Le niveau de référence des indicateurs clés de résultats du projet (Nombre d'acteurs religieux influents clés et engagés dans les actes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent) est déterminé.

¹ Enquête sur les canaux les plus utilisés pour véhiculer les messages dans les régions (ancien découpage) de Ségou, Mopti, Sikasso, Projet de Consolidation de la Paix, mars 2022

- Les stations radios, écoles, médersas, enseignants et prêcheurs sont recensés.
- La liste exhaustive des acteurs religieux dans les localités concernées par l'étude est fournie.
- Le rapport de Baseline est produit avec le résultat de l'étude de base y compris les recommandations pour l'amélioration de la mise en œuvre du projet.

5. ETENDUE DE L'ETUDE

La Baseline va fournir les informations sur la situation de départ des indicateurs, incluant entre autres les hommes, les femmes, les religieux, les enseignants, les questions sur le genre dans les zones d'intervention du projet.

- La compréhension du contexte : Quels sont les facteurs liés à la vulnérabilité et à la résilience dans les communautés face à l'extrémisme violent ?
- L'évaluation de base des indicateurs ayant besoin des informations de base (point de départ des indicateurs) : spécifiquement l'étude donnera les résultats sur le « Nombre d'acteurs religieux influents clés et engagés dans les actes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent ».
- La liste exhaustive des acteurs religieux dans les localités concernées par l'étude sera fournie.
- L'étude se déroulera dans six (6) localités à savoir : les cercles de **Koutiala, Yorosso, Nioro, Diéma, Yélimané** et **Nara avec un focus sur Nioro, Diéma et Yélimané.**

6. MÉTHODOLOGIE DE L'ETUDE

La méthodologie à adopter pour cette étude de base est en fonction des objectifs visés et surtout du type d'informations/données recherchées. De ce fait, un appel d'offre sera lancé pour le recrutement d'un cabinet en fonction des besoins en données ce qui va déterminer le type de personnes/entités à enquêter, les outils à développer et également l'approche méthodologique à développer par le cabinet / équipe de consultants.

Think Peace Sahel va collaborer avec le cabinet / équipe de consultants, ayant une expertise dans les thématiques abordées par le projet. Pour cela, le cabinet ou l'équipe de consultants :

- Proposera des questionnaires et/ou guide d'entretien pour la collecte d'informations/données ;
- Participera à la rencontre de cadrage avec les parties prenantes ;
- Élaborera un rapport de démarrage qui donnera une approche méthodologique détaillée, le chronogramme adapté et le plan de la mission.

7. LIVRABLES

Les livrables suivants sont attendus de la part du cabinet / équipe de consultants :

- Un rapport préliminaire qui décrit l'approche méthodologique détaillée, l'échantillonnage, les outils de collecte, les critères d'identification des différentes cibles (religieux, enseignants, élèves, jeunes, femmes) dans les zones du projet et le calendrier de l'évaluation de base, après la réunion de cadrage ;
- Un rapport d'analyse des données collectées sur l'état de lieu des indicateurs, la compréhension contextuelle et les informations de base pour une adaptation des activités au contexte ;
- Revoir le cadre de résultats du projet en collaboration avec l'équipe du projet pour intégrer les résultats de base des indicateurs.

8. BUDGET

En ce qui concerne le budget, le consultant soumettra un détail des coûts totaux basé sur les coûts unitaires et ventilé par poste.

9. DOSSIER DU CONSULTANT

Le consultant fera une proposition technique et financière contenant les parties suivantes :

1) Proposition technique

- La compréhension du mandat ;
- La méthodologie proposée ;
- La composition et gestion de l'équipe ;
- Le chronogramme détaillé.

2) Proposition financière

- Le budget ;
- Le budget narratif.

10. PROPRIÉTÉ DES DONNÉES

Toutes les données et produits de cette évaluation sont la propriété de Think Peace. Par conséquent, le consultant n'est pas autorisé à utiliser directement ou indirectement le rapport à d'autres fins sans le consentement écrit préalable de Think Peace.

11. Modalité de soumission

Think Peace invite les soumissionnaires à déposer leurs dossiers sous plis fermé portant, « Appel à manifestation d'intérêt N°001TP/PP24 » au plus tard le 14 juin 2024 à 16h00 précise dont l'adresse est citée ci-dessus, ou par courrier électronique à l'adresse suivante : contact@thinkpeace-sahel.org. Les offres demeureront valides pour une durée de 10 jours à partir de la date d'ouverture des plis fixée au 14 juin 2024.

12. Echancier de réalisation :

Le cabinet de consultant et ou l'équipe de consultant disposera de vingt (20) jours ouvrés à compter de la date de signature du contrat pour la réalisation de cette étude de base.

13. Expériences du cabinet et ou de l'équipe de consultant

Le cabinet de consultation et ou l'équipe de consultant devra disposer d'une expertise de travail avec les ONG et montrer une expertise dans des études similaires.